

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale  
et accords nationaux**

**BÂTIMENT**  
IDCC : 2609. – **ETAM**

---

AVENANT DU 15 JANVIER 2008  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2008  
(FRANCHE-COMTÉ)  
NOR : *ASET0850391M*  
IDCC : 2609

Entre :

La fédération du bâtiment Franche-Comté ;  
La CAPEB Franche-Comté ;  
La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois CFDT ;  
La CGT-FO ;  
La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Franche-Comté.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Franche-Comté est fixé comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL MENSUEL
A	1 340
B	1 430
C	1 500
D	1 650
E	1 870
F	2 045
G	2 320
H	2 470

## **Article 2**

Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2008.

Le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Franche-Comté s'appliquera au sein des entreprises au fur et à mesure que ces dernières procéderont au classement de leurs salariés ETAM et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

## **Article 3**

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés s'engagent à ouvrir une négociation fin 2008 ou début 2009 afin de fixer les valeurs des salaires minimaux applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## **Article 4**

Aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC tel que défini à l'article 24 de l'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982.

## **Article 5**

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, et un exemplaire sera déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

## **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Besançon, le 15 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)